

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#8

DÉCEMBRE
2010

POUR EN FINIR AVEC LEURS POLITIQUES,



N'ATTENDONS PAS 2012,

CONTINUONS À LUTTER !



TOUR D'EUROPE

À écouter le gouvernement, les étudiants et salariés de France seraient les seuls à faire grève et à se mobiliser... Pourtant, dans les autres pays, les mêmes attaques provoquent de plus en plus les mêmes réactions (voir l'interview d'une militante britannique par ailleurs).

Autriche

À Vienne, une manifestation a réuni plus de 15 000 étudiants (selon la police) le 19 octobre pour manifester contre les coupes budgétaires. Selon l'association des présidents d'universités (qui soutenaient la manif !), elles risquent d'entraîner des fermetures d'instituts. La ministre des Sciences, Beatrix Karl, a elle-même admis que maintenir l'ensemble des universités publiques coûterait au moins 250 millions d'euros... Qui ne seront plus versés à partir de 2013 !

Bulgarie

Le 1er novembre, des manifestations ont eu lieu dans tout le pays contre les réductions budgétaires dans l'Université publique. Toute la communauté universitaire s'est mobilisée, des étudiants aux recteurs, pour demander l'augmentation des moyens (en s'alignant sur ceux alloués en Europe de l'ouest), des aides sociales pour les étudiants et un cadre national pour les diplômés. Le 3 novembre, le ministère a accédé à certaines revendications des étudiants en écoles d'arts concernant les aides sociales, mais pour cette année seulement. Cette petite victoire doit en appeler d'autres !

Danemark

Le 5 octobre, des manifestations lycéennes ont eu lieu dans les cinq principales villes du pays contre les coupes budgétaires. Ils étaient 40 000 à Copenhague. Non seulement chaque établissement recevra moins d'argent, mais l'allocation donnée à chaque jeune va être également amputée. Le jour même de la manifestation, le premier ministre suggérait de supprimer totalement cette allocation. Beaucoup de lycéens en filières professionnelles occupent des emplois non rémunérés et devront donc arrêter leurs études.

Une coordination nationale s'est mise en place, qui demande le maintien de l'allocation d'études, l'arrêt des coupes budgétaires et l'éducation pour tous.

Quelques vidéos :

http://www.youtube.com/watch?v=mlcRu3W9Fz8&feature=player_embedded

<http://www.youtube.com/watch?v=jM6kadaY3LI&feature=related>

http://www.youtube.com/watch?v=LPqQp-o_sIE&feature=related

Grèce

Le projet de réforme de l'université proposé par George Papandreou prévoit que les recteurs (présidents d'universités) soient remplacés par des personnalités extérieures à l'université et que les financements de l'État soient remplacés par des subventions privées. Le pas vers la privatisation ne sera plus long à franchir.

Lors de la présentation du projet devant la conférence des recteurs en Crète, boycottée par l'université Technologique d'Athènes et celle de Patras, la ministre de l'Éducation a dû se faire escorter par la



police. Au dehors, des milliers d'étudiants se sont heurtés aux flics.

L'Université d'Athènes a déclaré qu'elle n'appliquerait pas le nouveau mode de gouvernance. La Fédération Panhellénique d'Associations de Professeurs Universitaires (POSDEP) a aussi rejeté le projet. En attendant la fin du « dialogue » entre le gouvernement et les recteurs, les étudiants se préparent à une nouvelle bagarre. Mi-octobre, déjà, plusieurs universités d'Athènes étaient occupées et des coordinations avaient lieu dans d'autres villes.

Irlande

Austérité, Banque centrale européenne et FMI obligent, les frais d'inscription pourraient être portés de 1500 à 2500 euros, alors que les budgets de l'Éducation sont en baisse continue.

Le 3 novembre, le gouvernement n'a trouvé que la police anti-émeutes pour répondre au mécontentement de plus de 20 000 étudiants de Dublin. Au-delà des conditions d'accès aux études, c'est la question de l'avenir des jeunes qui est posée : avec un chômage à 13,6%, cent jeunes diplômés sont obligés d'émigrer chaque semaine !

Pour voir à quel point la police essaie de les retenir :

<http://www.youtube.com/watch?v=V8VkkC6PP74>

Italie

Pour protester contre le non renouvellement de leurs CDD, 60% des chercheurs refusent d'assurer les enseignements auxquels ils ne sont pas tenus depuis le mois d'octobre. Le 17 novembre, deux-cent mille étudiants ont manifesté contre la réforme des universités (fusions des établissements, entrée dans les conseils d'administration d'experts extérieurs...) et les coupes budgétaires (neuf milliards d'euros et 130 000 emplois en moins dans l'Éducation entre 2009 et 2013, baisse de 90% du budget consacré aux bourses).

La ministre de l'Éducation, Mariastella Gelmini, accuse les manifestants de vouloir « maintenir le statu quo » et d'être « a priori contre tout type de changement »... On se croirait vraiment en France !

L'ÉCOLE D'APRÈS-2012 : UTILITARISME, MARCHANDISATION, PRÉCARISATION

À l'occasion du premier « Rendez-vous pour la France » de l'UMP, conventions devant servir à élaborer le programme de 2012, Laurent Wauquiez et Nathalie Kosciusko-Morizet dévoilaient aux Échos du 3 novembre leur programme pour l'Éducation.

Il faudra « être plus allants sur l'autonomie des établissements, qu'il s'agisse du primaire, des collèges et des lycées. Les directeurs d'établissement doivent pouvoir jouir d'une autonomie administrative pour le recrutement des professeurs, d'une autonomie budgétaire sur la répartition de la dotation globale

horaire ». Par exemple, plutôt que d'arrêter les suppressions de postes, il faudrait « augmenter le temps de présence des enseignants dans les établissements », tout en diminuant « légèrement » leur nombre d'heures de cours. Certains établissements mettraient alors en place du soutien, des dispositifs d'accueil (les enseignants auraient éventuellement un bureau pour recevoir les élèves... Mais ça dépendra des « collectivités locales »).

Plutôt que le maintien du collège unique, Wauquiez propose d'« aller vers une école du socle commun ». Après, chacun élaborera

son projet professionnel, puisque le principal est, comme l'a fait Valérie Pécresse, de faire « sauter les digues qui sépar[ent] l'entreprise et l'enseignement ».

Et afin d'« aider les classes moyennes à financer les études de leurs enfants », l'UMP proposerait un « prêt ascenseur social (sic) », qui serait « remboursable lorsque l'étudiant obtient son premier contrat » !

Heureusement qu'on a des régions de gauche !

760 269 euros, c'est la dotation record que la Région Ile-de-France projette de donner à un établissement privé du 78... Un bahut déjà doté d'un budget de 9 millions d'euros (pour 800 élèves !) et dont l'inscription coûte environ 10 000 euros ! Un lycée privé du 92 accueillant 700 élèves va toucher 120 000 euros. Histoire de comparer, un lycée public de la région a un budget moyen de 450 000 euros pour 1000 élèves. Les 111 lycées publics du 93 vont se partager une subvention supplémentaire de... 119 000 euros !

Le PROGRAMME DU MEDEF

Le MEDEF a publié un rapport de l'Institut Montaigne, laboratoire à idées patronales. Il liste quinze propositions pour l'emploi des jeunes et des seniors. En gros, il s'agit d'en finir avec le « pacte social » de 1945 (vous savez, la Sécu, le salaire minimum, l'assurance chômage...).

Outre la fin du CDI (synonyme de « rigidité inadaptée »), de l'âge maximum de départ à la retraite et le passage aux 44 annuités de cotisation, le patronat propose de développer l'« employabilité » tout au long de la vie. Et mieux vaut commencer tôt. Pourquoi pas dès le collège,

en systématisant l'alternance ? Les apprentis seraient payés avec « de vrais salaires à temps partiel » (sic), que l'État devrait quand même compléter, tout en supprimant la taxe d'apprentissage.

« La France s'illustre par un droit du travail particulièrement contraignant, qui crée des effets de seuil sécurisant pour ceux qui sont du bon côté de la barrière ». Par exemple, « actuellement, il n'est pas possible de rompre un CDI pour un motif autre qu'économique ». Un vrai scandale !

Au moins c'est CLAIR

Réagissant aux polémiques sur l'infiltration présumée des manifestations par des policiers en civil, M. Douane, dirigeant du syndicat policier Synergie Officiers a déclaré sur France 2 le 27 octobre : « Ces méthodes sont connues de tous les leaders politiques et syndicaux et que certains feignent de l'ignorer et de s'en offusquer, cela est risible et pitoyable. »

Sahara Occidental : 125 ans de violence coloniale

Dans la matinée du 8 novembre l'armée marocaine a violemment essayé d'attaquer un camp des familles sahariennes qui dénonçaient les attaques sociales et économiques que subit le peuple sahraoui sur ses propres terres.

Destructions de maisons dans les quartiers populaires, occupation des camps, arrestations massives et arbitraires par la police... La tentative d'humiliation est extrême. Les colons marocains sont encouragés par les autorités à aggraver eux-mêmes les habitants des quartiers sahraouis.

Depuis la chute de la dictature de Franco, et le départ des occupants espagnols, la République arabe sahraouie démocratique est la cible d'un nouvel occupant, le Maroc. La guerre entre le royaume et le Front populaire de libération de la Saguia el Hamra y Rio de Oro n'a jamais pris fin depuis 1976, même si un cessez-le-feu a été signé en 1991. Depuis, 80% du territoire sont administrés par le Maroc et seulement 20% par les Sahraouis.

L'occupant n'hésite pas, comme il vient encore de le faire, à briser les accords de 1991... C'est que l'enjeu n'est pas uniquement local. Derrière le Maroc, ce sont les puissances européennes, l'État espagnol en tête, les États-Unis, l'État israélien et les monarchies du Golfe qui veulent endiguer un mouvement indépendantiste et populaire. Au conseil de Sécurité de l'ONU, le 17 novembre, la France a mis son veto à l'envoi d'une commission d'enquête !

Les forces de l'ONU déployées au Sahara occidental ne sont pas là pour faire appliquer les résolutions qui reconnaissent le droit à l'auto-détermination du peuple sahraoui. Elles servent à appuyer les intérêts des impérialistes.

Correspondant

Grèves de solidarité en Belgique

Les politiques d'austérité sont européennes. L'allongement de la durée de travail et les politiques anti-sociales sont le lot de tous. Cela permet d'ailleurs à chaque gouvernement de dire qu'il est obligé de faire ces réformes, car les autres les font aussi !

Les capitalistes savent aussi organiser la « solidarité internationale ». Alors que la France était sur le point d'être bloquée par la grève des raffineries, le gouvernement organisait une importation massive d'essence produite en Belgique. Mais les travailleurs belges n'entendaient pas jouer les briseurs de grève ! Le 26 octobre, deux dépôts de Total en Belgique ont été bloqués pour empêcher la sortie de camions chargés de carburant en direction de la France. Dans le courant de la journée, la direction de Total Belgium s'est engagée à ne pas charger des camions supplémentaires. En Flandre, un syndicat d'éclusiers annonçait qu'il appellerait à la grève si du carburant destiné à la France devait passer par les voies fluviales.

Sarkozy veut nous faire croire que la France est la risée du monde à cause de ses grèves... L'action de nos camarades de Belgique prouve qu'au contraire, notre combativité comme celle d'autres en Europe, est exemplaire pour tous les peuples !

Une vidéo sur la grève de solidarité : http://www.youtube.com/watch?v=kEP7_c1Z8r8&feature=player_embedded (sur YouTube, taper « blocage feluy octobre2010 »)

1er Décembre, Journée mondiale de lutte contre le SIDA

Est-ce la révolution au Vatican ? Le pape qui avait déclaré que le préservatif aggravait l'épidémie de SIDA a fini par admettre que, dans quelques cas très précis, il pouvait éventuellement être acceptable... Mais qu'on se rassure : l'Église prône toujours l'abstinence, la fidélité et l'hétérosexualité comme meilleurs moyens d'éviter la maladie et de gagner le Paradis...

Le SIDA continue de tuer chaque jour dans le monde entier. Et la crise n'améliore pas les conditions d'accès aux médicaments et aux traitements. Même dans les pays riches des coups sont portés aux malades. Les réformes de la santé de Bachelot sont parmi les pires mesures qui visent à faire payer la crise aux plus pauvres : franchises médicales (sommes déduites des remboursements sur les médicaments, les actes paramédicaux et les transports sanitaires), augmentation du forfait hospitalier, déremboursement de médicaments...

Le rapport Attali préconise de nouveaux remboursements de médicaments et la mise en place d'une participation financière des malades en affections de longue durée, actuellement pris en charge à 100 % par la Sécu.

La journée mondiale de lutte contre le SIDA sera l'occasion de discours fleuves, de campagnes d'affichage de bons sentiments, voire, maintenant que l'Église est d'accord, d'un peu plus de sensibilisation aux moyens de protection... Mais elle doit surtout servir à pointer les attaques et à développer la résistance contre le gouvernement !

Dans ce numéro :

Grande-Bretagne	Page 4	Syndicalisme étudiant	Page 8
Rencontres internationales de jeunes	Page 4	Après le mouvement, luttons contre les sanctions !	Page 8
Dossier : Ce n'est qu'un début !	Pages 5 à 8	Étudiants infirmiers	Page 8
Bilans du mouvement	Page 5	Suppressions de postes aux concours	Page 9
Ne pas laisser Sarkozy reprendre l'offensive	Page 5	Interview d'une stagiaire de l'Académie de Créteil	Page 9
On ne peut pas aménager le capitalisme	Page 6	Répression : Les casseurs sont à l'Élysée !	Page 10
Rien à attendre du PS ni de 2012 !	Page 6	Loi Besson, à bas la politique raciste !	Page 10
Prendre le pouvoir	Page 6	Cadeaux alternatifs	Page 11
Le Mai rampant italien	Page 7	Top ten	Page 12

EDITO

RÉPÉTITION GÉNÉRALE !

Depuis l'élection de Sarkozy et le début de la crise, nous avons été nombreux à nous mobiliser sur des questions ponctuelles ou sectorielles. Les facs par deux fois sur la LRU puis ses décrets d'application et la masterisation, les lycées sur les suppressions de postes, la disparition des BEP et la réforme Darcos, les travailleurs du privé sur les licenciements, ceux de la SNCF sur leurs régimes de retraites, d'autres encore sur les salaires.

Début 2009, quelques mois après l'éclatement de la « crise des subprimes », deux journées en janvier et en mars avaient mobilisé des millions de travailleurs pour exprimer notre refus de payer les pots cassés. La combativité ne s'est pas vraiment éteinte, passant d'une entreprise à l'autre.

L'attaque sur les retraites a cristallisé cette volonté partagée d'en découdre. Mais derrière cette question grave, c'est bien un ras le bol généralisé qui a transparu, des lycéens aux marins pêcheurs, des raffineries aux enseignants.

Ras le bol d'un système qui n'offre que crise, chômage et précarité. Ras le bol d'un avenir bouché. Ras le bol de voir les Bettencourt et autres milliardaires se pavaner avec leur bouclier fiscal, tandis que la majorité de la population ne connaît plus la moindre augmentation de salaire. Ras le bol de devoir travailler plus alors qu'à côté, des millions de jeunes et de travailleurs sont privés d'emploi. Ras le bol de voir nos diplômés bradés au nom de la « compétitivité » internationale. Ras le bol des expulsions de sans-papiers, de la stigmatisation des jeunes, des Roms, des musulmans...

Depuis l'été dernier, les tentatives de diversion et de division de notre camp social ne prennent plus. Et les mensonges concernant le caractère « indispensable » de la réforme des retraites non plus !

La majorité de la population ne prête plus aucune confiance à Sarkozy et à sa clique, fut-elle relookée après un remaniement aussi spectaculaire que ridicule.

Le grand rendez-vous de tous ceux et celles qui subissent l'austérité et la crise n'a pas eu lieu. Du moins, pas de manière suffisamment forte pour faire plier le gouvernement. Mais dans les mois qui viennent, la jeunesse scolarisée ou non, les travailleurs avec ou sans emploi, français ou immigrés, sauront retrouver le chemin de la lutte sur leurs propres revendications. Et quand toutes convergeront, ça va faire mal !

Le gouvernement le sait, qui se resserre pour mieux se réorganiser. Nous devons prendre exemple sur lui, nous organiser à notre tour pour parer ses coups et lancer la contre-attaque. Dans nos facs, nos lycées, sur nos lieux de travail et d'habitation, nous devons nous aussi nous organiser pour préparer les résistances de demain, et le renversement du système après-demain !

MOBILISATION au Royaume-Uni

Le 10 novembre, 50 000 étudiants et salariés des universités de Londres ont défilé et pris d'assaut le siège du Parti conservateur (droite). Le gouvernement élu en mai dernier a annoncé des coupes budgétaires de 95 milliards d'euros dans le secteur public et la hausse des frais d'inscription à l'université. Membre de la coalition au pouvoir, le Parti libéral démocrate (centre-droit) avait pourtant promis pendant sa campagne de baisser les frais d'inscription ! Le gouvernement mandaté pour appliquer une austérité drastique est déjà illégitime aux yeux de nombreux jeunes et travailleurs.

Interview de Clare Solomon, présidente du syndicat de l'université de Londres, membre de la coalition Resistance, front de lutte créé en solidarité avec les mobilisations en Grèce, regroupant des forces allant de militants anticapitalistes à des travaillistes, mais aussi des étudiants non organisés politiquement

L'ÉA : Quelles sont les attaques auxquelles font face l'université et les étudiants ?

Clare : Dans le cadre du plan d'austérité, le gouvernement a annoncé 100% de baisse de budget pour les filières artistiques et les « humanités » (sciences sociales, littérature, philosophie...), des coupes de 80% pour le budget de l'enseignement et de 15% pour la recherche.

Il compte supprimer la bourse de « reprise d'études », une allocation de 30 Livres (35 euros) par semaine dont bénéficient des jeunes déscolarisés de 14 à 18 ans qui effectuent une formation et des salariés sans qualification qui reprennent l'université.

Mais dans le même temps, il veut faire passer les frais d'inscription de 3 000 Livres (3 500 euros) à l'heure actuelle à une fourchette allant de 6 000 (7000 euros) à 9 000 livres (10 500 euros) ! Bien sûr, il n'y a pas de raison que les universités choisissent le bas de la fourchette. En pratique, elles nous feront toutes payer 9000 livres !

L'ÉA : Comment a commencé la mobilisation ?

Clare : Depuis de très nombreuses années, le syndicat national étudiant, la National Union of Students (1) n'appelait jamais à des manifestations nationales. Cette année, lors de son conseil national, l'aile gauche du syndicat a réussi à faire adopter un tel appel. Le fait qu'il soit passé montre la gravité des attaques. Et on a vu le résultat : 50 000 manifestants le 10 novembre et 70 000 le 17 à Londres, avec les enseignants, notamment les chargés de TD. C'était énorme. En milieu d'après-midi de nouveaux manifestants arrivaient encore au lieu du rendez-vous !

Mais ce n'est pas simplement l'appel de la NUS qui explique ce succès. Nos conditions matérielles se dégradent. La majorité des étudiants a trouvé plus de raisons de se battre cette année qu'auparavant.

L'ÉA : Quel est le paysage des organisations étudiantes britanniques ?

Clare : Il existe dans les fac une série de petits groupes de gauches et d'extrême gauche, de collectifs montés sur des questions particulières (Stop the war coalition contre la guerre, des collectifs anti-racistes, pour les droits des LGBT...). La NUS, elle, n'a pas toujours une activité de type syndicale. Les universités sont divisés en collèges (2). Chacun d'eux a un syndicat. Ceux-ci se regroupent à l'échelle de l'université et chaque année, une conférence nationale de la NUS vote des motions d'orientation, qui ne sont pas toujours suivies localement.

L'ÉA : Quels sont les moyens d'action et d'organisation du mouvement ?

Clare : Il existe des débats, différentes approches, certaines plus locales, d'autres plus nationales. Il faut trouver un équilibre entre la construction à la base et la convergence avec ceux déjà mobilisés ailleurs. Par exemple, pour la prochaine journée d'action (3), sur mon campus, nous allons concilier les deux en faisant une action locale le matin et en rejoignant la manifestation de Londres l'après-midi.

Pour toucher les étudiants, les syndicats ont le droit d'appeler à des « assemblées générales d'urgence », en indiquant à l'administration le sujet de la réunion. Des AG ont lieu régulièrement, mais les années précédentes, elles ne regroupaient qu'une petite minorité d'étudiants, sur des questions qui n'étaient pas universitaires. Par exemple, pendant l'attaque de Gaza par Israël en 2008-2009, plusieurs établissements de l'université de Londres avaient été occupés pour demander le boycott des universités israéliennes et l'accueil d'étudiants palestiniens.

Cette année, en nous mobilisant sur une question qui nous concerne plus directement, nous avons réussi à avoir des AG très massives et regroupant bien au-delà des réseaux militants. Pour cela, nous avons cherché à nous adresser à l'ensemble des étudiants en passant dans les cours, en appelant tout le monde à venir... Et en annonçant que l'AG voterait sur l'occupation de l'université.

Le 27 novembre, nous allons organiser une assemblée de tous les étudiants de Londres. Dans ce mouvement, il faut que l'auto-organisation se développe pour que plus de monde s'implique et aussi pour dépasser la direction nationale de la NUS et être plus réactifs. Nous avons besoin de l'unité de l'aile gauche. Nous la construisons en avançant ensemble dans l'action.

L'ÉA : Votre mouvement s'inspire-t-il de ceux qui ont eu lieu ces dernières années à l'étranger, en France ou en Grèce par exemple ?

Clare : Sans aucun doute. D'ailleurs, nous avons vu un tract français réalisé en solidarité avec notre lutte, nous avons reçu des messages de solidarité de Grèce, d'Amérique latine... Ce qui nous encourage beaucoup. Depuis des années, on entendait dire que les étudiants anglais étaient plus apathiques que les autres. C'est faux, c'était juste le fait d'une orientation inconséquente de la part de la direction du syndicat. Maintenant on se fait attaquer par le gouvernement qui dit que nous nous mobilisons pour n'importe quoi !

Nos formes d'action viennent des mouvements de France et de ce qu'on a pu voir à Athènes. Auparavant, dans nos conférences nationales nous parlions toujours de ce qui se passait dans les autres pays et des expériences qui y étaient faites.

L'ÉA : Quelle est la leçon la plus importante que vous en avez retirée ?

Clare : Voir les lycéens français protester et bloquer leurs bahuts pour défendre les retraites, c'était un message fort pour les étudiants britanniques. Nous ne devons pas seulement nous battre pour l'éducation, mais pour un mouvement d'ensemble, avec les autres secteurs qui subissent des coupes budgétaires. Un des principaux messages renvoyé par notre dernière manifestation était la solidarité avec les travailleurs, que nous nous battons pour une autre répartition des richesses. Même le journal télé a dû en parler ! En partant des préoccupations concrètes des étudiants, sur leurs conditions de vie, nous arrivons à poser celle du fonctionnement de la société, du partage des richesses entre le capital et les services publics.

L'ÉA : Votre mouvement développe-t-il des liens avec les travailleurs et les autres secteurs ?

Clare : Nous avons rencontré des syndicats et des collectifs contre les coupes budgétaires dans d'autres secteurs, des associations de retraités, de chômeurs, l'union des travailleurs des services à la personne... Bref, tous ceux qui sont en proie aux mêmes attaques. Nous nous adressons à tous les syndicats qui sont actifs, combatifs et progressistes. Quand ils sont trop conservateurs, nous allons voir d'autres organisations. Déjà, des militants d'autres secteurs se joignent aux manifestations et à leur organisation.

Propos recueillis et traduits par Caroline (Comité Jeunes 92 Nord)

(1) La NUS regroupe presque tous les étudiants britanniques (7 millions de membres), et presque l'ensemble des courants politiques ; certains ont une conception syndicale (actions collectives pour la défense des droits des étudiants) d'autres plus corporatiste (organisation de fêtes, mise en place de réseaux...) ou co-gestionnaire : la direction de la NUS, tout en dénonçant l'invasion du siège du Parti conservateur, appelle à faire « du lobbying auprès du gouvernement et des membres du parlement » pour proposer d'autres réformes en restant dans le cadre du plan d'austérité

(2) Celle de Londres, plus grande université d'Europe, en a trente-et-un dispersés sur différents campus

(3) Interview réalisée le 20 novembre 2010

Les notes sont de la rédaction de l'ÉA

CONTACTE NOUS ET PARTICIPE AUX 28èmes RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES

Les Rencontres Internationales de Jeunes sont un camp de jeunes anticapitalistes, organisé chaque année par les jeunes de la IVème Internationale (regroupement international d'organisations révolutionnaires, présent dans plus de 40 pays) et des organisations comme le NPA qui entretiennent des relations de solidarité politique avec la IVème Internationale.

C'est une semaine de rencontre entre militants, sympathisants et curieux de toute l'Europe et au-delà (Palestine, Mali, Venezuela, Mexique, États-Unis, Philippines, Bosnie...). Des débats, des commissions, des meetings, des formations, des fêtes ont lieu tous les jours. C'est aussi une semaine où l'on tente de pratiquer nos idées : lutte contre les préjugés sexistes, racistes, homophobes..., partage des richesses (une monnaie interne permet de combattre les inégalités entre pays), autogestion (ce sont tous les participants qui prennent en charge collectivement le nettoyage, la bouffe, l'organisation, le bar...).

Les RIJ ont lieu durant la dernière semaine du mois de juillet. Cette année les RIJ se dérouleront du 23 au 30 juillet dans le Sud de la France.

CE N'EST QU'UN DÉBUT !

L'adoption de la réforme des retraites n'est pas une victoire complète pour le gouvernement : sur le plan de l'« opinion », il a clairement perdu toute légitimité. Sur celui de la bataille sociale, il n'est pas parvenu à anéantir notre capacité à résister.

Nous ne sommes pas à terre. Faire retirer la réforme injuste et injustifiée doit rester un objectif pour nous, car plus que jamais elle nous touchera, que ce soit lors de notre entrée sur le marché du travail ou dans plus longtemps, quand nous chercherons à en sortir.

Pour réussir à reprendre la résistance, nous devons tirer tous les bilans du mouvement. Nous devons mettre notre camp social en ordre de bataille et construire les mobilisations dans chaque secteur avec la perspective d'une convergence de tous ceux qui sont victimes de la politique d'austérité : l'ensemble des jeunes et des travailleurs.

C'est le système lui-même qu'il faut remettre en cause. L'offensive anti-sociale n'est pas due à une crise « accidentelle » du capitalisme. Elle est inscrite dans son code génétique ! Se mobiliser, répondre coup par coup, construire un mouvement massif est un premier pas. Mais ça ne sera pas suffisant. Comme l'ont montré les expériences du passé, tant que le capitalisme sera là, nous ne parviendrons au mieux qu'à limiter la casse. Pour la stopper, il faudra changer de société.

Le combat entre notre camp et celui du capital n'est pas terminé. Après le mouvement sur les retraites, notre contre-offensive ne fait que commencer !

TIRER LES BILANS DU MOUVEMENT

Le gouvernement, relayé par les médias, a été très content d'annoncer la fin du mouvement dès la manifestation du 28 octobre qui avait pourtant rassemblé 2,5 millions de personnes en pleines vacances scolaires ! Et d'annoncer que la baisse du nombre de manifestants prouvait que la population avait fini par se rendre compte de la nécessité de la réforme des retraites !

Une mobilisation historique

Mais même les chiffres en baisse, 1,5 million samedi 6 novembre, sont significatifs. Ce mouvement n'annonce que le début de nombreuses luttes à venir. Cette mobilisation a connu des chiffres historiques : à plus de sept reprises, des manifestations ont rassemblé plus de 2 millions de personnes. Par deux fois, nous avons atteint le chiffre sans précédent de 3,5 millions ! Elle a rassemblé les jeunes et les travailleurs sur des questions beaucoup plus larges que la seule réforme des retraites. Avec la crise et les plans d'austérité qui arrivent partout en Europe il apparaît de plus en plus évident que la politique de Sarkozy vise à privilégier une minorité de riches contre l'intérêt de la majorité de la population. C'est un ras-le-bol général que nous avons exprimé.

Le gouvernement ne sort certainement pas victorieux. Jamais il n'est apparu aussi illégitime. Près de 70% de la population sont toujours opposés à la réforme. Ce qui ne l'a pas empêché de la faire passer en force à l'Assemblée nationale. En envoyant les CRS sur les cortèges il a montré qu'il était prêt à tout pour faire taire ceux qui étaient contre son projet.

La grève générale, seul scénario pour la victoire

La multiplication des grèves et blocages économiques avant les vacances a considérablement affaibli Sarkozy et sa clique : « la France est passée à deux doigts d'une absolue catastrophe économique pendant le conflit sur les retraites » déclarait l'ex-futur Premier ministre Borloo. La stratégie des directions syndicales a consisté à éviter les journées rapprochées et n'a pas aidé à construire une grève reconductible. C'est pourtant quand nous étions le plus proche de cette situation, notamment quand la grève dans les raffineries commençait à durer et que la multiplication du blocage des dépôts pétroliers se développait, que nous étions près de faire céder le gouvernement.

Ne pas laisser SARKOZY REPRENDRE L'OFFENSIVE

En 2006, nous avons fait reculer le gouvernement sur le CPE. Villepin était empêtré dans l'affaire Clearstream. Son ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, cherchait à le faire tomber pour être le candidat unique de la droite un an plus tard. Une droite délégitimée, divisée et empêtrée dans les affaires, ça ne vous rappelle rien ?

2006, une occasion manquée d'aller plus loin

C'était le moment de faire tomber toute la clique au pouvoir. Le mouvement social pouvait reprendre l'offensive, faire sauter les autres mesures rétrogrades (le Contrat « nouvelle embauche », l'apprentissage à 14 ans, le travail de nuit à 15 ans...) et virer l'UMP.

Mais la gauche institutionnelle nous disait d'attendre les élections de 2007. Sarkozy, déjà en campagne, profitait alors de l'accalmie pour remettre les projecteurs sur un sujet de prédilection, l'immigration. En mai 2006, il faisait adopter la réforme du Code d'entrée et de séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), une nouvelle loi raciste et discriminatoire, instaurant la notion d'immigration « choisie » plutôt que « subie ». Exit les discussions sur la précarité et le malaise de la jeunesse, après une année pourtant marquée par la révolte des quartiers populaires et par le mouvement anti-CPE.

Nous connaissons la suite. La gauche institutionnelle s'est trouvée incapable de prendre appui sur les thématiques avancées par le mouvement social. Elle n'a d'ailleurs pas souhaité qu'il se développe. Dans plusieurs entreprises des travailleurs étaient en grève contre les licenciements ou pour l'augmentation des salaires ? Ségolène Royal n'a jamais daigné profiter de ses nombreuses apparitions médiatiques pour porter la voix de ceux qui luttent. Pendant toute l'année 2006-2007, ce sont les thématiques chères à la droite qui ont occupé le terrain politique : « insécurité », immigration, patriotisme... Et la gauche courant derrière la droite, qui courrait derrière Le Pen, a été incapable d'expliquer qu'une alternative politique à l'ultra-libéralisme était possible. À la question du pouvoir d'achat, Sarkozy a répondu par sa formule démagogique du « travailler plus pour gagner plus »... Ce qui convainquait toujours plus que l'absence totale de réponse du PS !

C'est bien la preuve que la situation peut basculer lorsque la grève s'étend à l'ensemble des secteurs et en particulier aux plus significatifs (transports, raffineries, ports, éboueurs...). Si les grèves massives du mois d'octobre ont prouvé quelque chose, c'est bien que ce sont les travailleurs qui font tourner l'économie et produisent les richesses. Et que lorsqu'ils ne sont plus là, le système s'enraye. Le scénario qui nous aurait permis et nous permettra vraiment de gagner, c'est celui de la grève générale reconductible, une grève qui s'étend à tous les secteurs et qui finit par bloquer l'économie du pays.

La place centrale de la jeunesse

La place de la jeunesse dans l'impulsion d'un tel mouvement est centrale. Les milliers de lycéens qui sont descendus dans la rue l'ont bien montré : elle est plus à même de se mobiliser spontanément et donc de donner confiance aux travailleurs, notamment parce que perdre une journée de cours ne revient pas à perdre une journée de salaire. Ce secteur est un secteur-clé dans les mobilisations de par sa radicalité, ses rythmes de mobilisation. C'est le seul capable d'impulser ses propres dates nationales de mobilisations sans attendre les appels des directions syndicales.

L'auto-organisation progresse

Pour que la grève tienne dans la durée, il faut réussir à s'organiser. C'est aussi ce qui a manqué ces derniers mois, en particulier sur les lycées, et qui n'a donc pas permis au mouvement de se relancer sur des bases solides après les vacances. Les assemblées générales, les comités de mobilisation, les AG inter-pro, les coordinations, sont des cadres d'auto-organisation qui permettent à l'ensemble des gens de s'exprimer sur les différents points de la mobilisation, mais aussi de la structurer en écrivant des tracts, en discutant des actions à mener, en tenant des caisses de grève... C'est ce type de cadre qu'il est nécessaire de développer lors des mobilisations, car ils permettent à l'ensemble des personnes mobilisées de se saisir des enjeux du mouvement, de faire jouer la solidarité et de se rendre compte que nous sommes capables de nous gérer nous-mêmes.

Chloé (Comité Jeunes Le Mans)

La présidentielle, conséquence de l'apathie du mouvement social

En l'absence de mobilisation sociale visible, l'idée d'inverser le rapport de forces entre la classe dominante et les travailleurs semblait peu crédible. Le candidat le plus convainquant était celui qui s'adaptait le mieux au système, celui que les capitalistes avaient choisi pour porter leurs intérêts, Nicolas Sarkozy. Il n'a pas gagné les élections parce que son programme politique était majoritaire. Deux ans avant la présidentielle, 54,68% des électeurs avaient rejeté le Traité constitutionnel européen. Au premier tour de l'élection présidentielle, les candidats qui avaient soutenu ce projet (Sarkozy, Royal, Bayrou, Voynet) totalisaient 77,19% des voix !

L'élection présidentielle ne reflète pas l'adhésion de ceux qui ont le droit de vote à un programme. La majorité des votants a sans doute des désaccords avec des points du projet du candidat qu'elle choisit. Elle reflète l'ambiance sociale du pays, le niveau de crédibilité de l'idée qu'un autre fonctionnement de la société est possible. En 2007, un an après les deux mouvements sociaux les plus importants de toute la décennie 2000, la résignation était majoritaire.

Ne rien lâcher aujourd'hui

Paradoxalement, après un mouvement pour les retraites qui n'a pas gagné, nous avons peut-être plus de possibilités aujourd'hui de ne pas laisser l'ambiance retomber, de ne pas laisser de marge de manoeuvre à Sarkozy pour braquer les projecteurs sur des sujets dans lesquels il est plus à l'aise. Continuer à militer pour améliorer nos conditions de vie dans les facs, les lycées, les entreprises, les quartiers, c'est aussi s'assurer que la routine ne s'installe pas de nouveau, que la colère ne soit pas canalisée par des échéances électorales dont nous n'avons rien à attendre. C'est préparer une nouvelle convergence des luttes pour demain, qui chassera à jamais les politiciens, de gauche comme de droite, dont le seul souci est de sauvegarder le système.

JB (Comité Jeunes 92 nord)

On ne peut pas aménager le capitalisme !

Dans cette période de crise, la droite, comme la gauche réformiste parlent de « réformer le capitalisme ». Pour nous, le capitalisme n'est pas réformable, il faut le renverser.

Un « bon » et un « mauvais » capitalisme ?

Certains avancent qu'il y aurait un « bon » capitalisme, fondé sur l'entrepreneur, et un « mauvais » capitalisme, celui des bourses et des placements foireux. Mais la financiarisation du capitalisme ne date pas d'hier ! Elle s'est massivement développée suite à la crise de 1974. Dans le capitalisme, plus le travail produit de richesses, plus celles-ci sont inégalement réparties. Au début de l'ère industrielle, un ouvrier gagnait juste de quoi vivre. Mais il produisait un peu plus que le salaire qu'il percevait. Aujourd'hui, un salarié gagne souvent un peu plus que le minimum vital. Il a de quoi s'acheter quelques produits et appareils pour ses loisirs et son confort. Mais entre l'augmentation du niveau de vie et l'augmentation de la productivité, il y a une différence qui ne cesse de croître. Le capitalisme n'est donc, malgré tout, pas capable d'écouler tout ce qu'il fait produire aux travailleurs. Ceux-ci n'ont pas les moyens de consommer assez. Les crises viennent de là.

Après celle de 1974, les capitalistes avaient des taux de profit trop faibles, et ils ont vu la financiarisation comme une aubaine pour les restaurer. Elle ne vient donc pas d'une idée maléfique qui aurait été introduite par des « méchants capitalistes financiers ». C'est le

fruit du besoin de se faire plus de fric pour les « bons capitalistes entrepreneurs ».

Il n'y a pas de séparation entre le capitalisme industriel et le capitalisme financier. Le second n'est qu'une tentative pour rattraper les faiblesses du premier.

Revenir à un « modèle social » ?

Pendant les « Trente glorieuses », le capitalisme a concédé des avancées sociales. Selon certains réformistes, on pourrait reprendre ce modèle et en arriver à un capitalisme qui concilierait les intérêts de tout le monde.

En période d'expansion du capitalisme, cela peut marcher plutôt bien : les taux de profits augmentent, et donc le patronat fait le choix d'acheter la paix sociale en acceptant sans trop broncher des améliorations des conditions de vies des travailleurs.

Mais le capitalisme n'est pas un système en expansion continue. Les crises sont naturelles dans ce système, qui à force de produire toujours plus finit par produire trop. C'est même son principal moyen de régulation. En période de crise, les taux de profit chutent fortement, et le système se réorganise. Les tensions entre capitalistes augmentent pour savoir qui va profiter de la crise pour asseoir sa domination. Mais entre les capitalistes, dans toutes les

crises de l'histoire, une chose fait l'unanimité : il faut faire payer la crise aux travailleurs. Les crises sont donc un moyen de restaurer le taux de profit en améliorant la répartition capital/travail au profit du capital.

Nos intérêts ne sont pas compatibles !

En période de crise, toute revendication, même la plus petite, entre donc en contradiction avec le capitalisme. Bien sûr, si une seule entreprise lâche des augmentations de salaires, il n'y aura pas de souci majeur. Mais si cela se pose à l'échelle d'un pays, cela compliquera la recherche de l'augmentation du taux de profit. C'est pour ça qu'en période de crise les capitalistes ne lâchent plus rien : avec une mobilisation telle que cette année, le gouvernement aurait sûrement reculé il y a vingt ans. Mais aujourd'hui le gouvernement au service des riches et des patrons ne veut rien lâcher, parce que cela signifierait pour eux aggraver la crise.

Pour nous, il faut aggraver la crise ! Plus nous mettrons le système en difficulté, plus il sera possible de mettre en place une société au service des besoins sociaux de la population. Mais pour ça il ne suffit pas de le mettre en difficulté, il faut le renverser !

Jules (Comité lycéen Rennes)

Rien à attendre du PS ni de 2012 !

Après le mouvement contre la réforme des retraites, le gouvernement est largement désavoué par les jeunes et les travailleurs. Dans cette situation, le débouché avancé par de nombreux partis est l'échéance électorale de 2012. Le Parti Socialiste est considéré comme le favori et comme l'opposant naturel à l'UMP. Fort de cette position, il met en avant des mesures plus « sociales », et plus « justes » pour les jeunes et les travailleurs.

Un programme austère et sécuritaire

La réalité est tout autre. Le PS avance la volonté de maintenir l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans. Mais il souhaite aussi augmenter le temps de cotisation de 41,5 à 43 annuités ! Nous pourrions peut-être partir à 60 ans, mais personne n'aura pu cotiser les 43 années pour avoir une retraite à taux plein. L'espérance de vie en bonne santé est de 63 ans. Le PS prétend augmenter les cotisations patronales et salariales, arguant qu'il faut un « effort commun » reposant sur les deux classes... Ce qu'il ne dit pas, c'est

que les cotisations sont issues du salaire des travailleurs. Il n'y a pas véritablement de « cotisations patronales », sinon les salaires, que le PS ne propose pas d'augmenter. Cette mesure ne va que dans un sens : augmenter les prélèvements sur les travailleurs, mais sans augmenter les salaires !

Le PS va même concurrencer l'UMP sur son terrain préféré, le sécuritaire. Martine Aubry, invitée du JT de TF1 le 17 novembre, a mis en avant la nécessité d'augmenter le nombre de flics, la répression et l'encadrement des « quartiers » par une police « plus juste »... Son projet est clair, sous couvert d'un vernis social, le programme du PS revient au même : précarité et répression !

Ne compter que sur nos propres forces

Dans le système capitaliste, les partis sociaux-démocrates comme le PS servent à canaliser les jeunes et les travailleurs en leur faisant croire que le changement peut venir par les institutions. Mais pour

s'en prendre aux profits des grandes entreprises, et améliorer les conditions de vie de la majorité, un gouvernement « de gauche » ne suffit pas. Les régimes politiques mis en place dans le cadre du système, si démocratiques soient-ils, servent avant tout à protéger la propriété privée. Aucune loi, aucun décret ne permettra de s'en prendre à elle, de forcer le patronat à faire de vraies concessions. Seul le rapport de force dans les entreprises le permettra. Mais en refusant de prendre le risque d'un tel rapport de force, les réformistes en viennent à appliquer les mêmes politiques d'austérité, comme c'est le cas en Grèce, dans l'État espagnol, au Portugal...

Quand le PS a été au pouvoir, il a privatisé, développé la précarité, expulsé des sans-papiers. Il ne faut pas se leurrer. Avant comme après 2012, que ce soit l'UMP ou le PS, notre tâche sera la même : construire le rapport de force pour que ce ne soient pas les jeunes et les travailleurs qui paient la crise !

Hermann Krebs (Comité Jeunes 92 Nord)

POUR en FINIR avec LEURS POLITIQUES, IL FAUT PRENDRE LE POUVOIR !

Le contre-exemple de l'Argentine

L'Argentine a connu en 2001 une crise financière et économique sans précédent, amenant à la révolte de la population contre les mesures d'austérité.

Une révolte massive...

Dans la nuit du 19 au 20 décembre 2001, pour la première fois en Argentine, un mouvement populaire spontané renversait un président élu, le radical Fernando de la Rúa, qui voulait instaurer l'état de siège afin d'étouffer toute forme de contestation. Plusieurs dizaines de milliers d'habitants de Buenos Aires et des alentours avaient alors convergé vers le palais présidentiel pour exiger « qu'il s'en aille ». Après des affrontements extrêmement violents avec la police, le président De La Rúa finissait au petit matin par s'enfuir en hélicoptère après avoir remis son mandat.

La politique du parti au pouvoir était alors soutenue par l'immense majorité des députés. L'exigence que le président parte devint vite « qu'ils s'en aillent tous ! » La crise institutionnelle était totale, au point que cinq présidents de la République se succédèrent en dix jours. La société dans son ensemble était alors en effervescence.

Les mouvements de chômeurs se massifiaient et organisaient des manifestations quasi-quotidiennes. On décomptait alors trois cents « assemblées populaires », organisées dans les quartiers, devenant non seulement des structures remettant en cause l'ordre établi,

mais à un niveau embryonnaire des organes de contre-pouvoir. Les entreprises « récupérées » remises en marche par les travailleurs après le départ des patrons connurent un fort essor.

... puis la reprise en main

Soutenu par la bourgeoisie, le président par intérim Duhalde parvint à tenir jusqu'à l'échéance de l'élection présidentielle de mai 2003, qui vit la victoire du « progressiste » Nestor Kirchner. Entre-temps, la mobilisation s'était progressivement résorbée, faute de perspective politique.

Profitant d'une situation économique plus favorable, le président Kirchner a ensuite pu donner l'illusion de défendre un modèle économique différent, en soutenant des mesures démagogiques et limitées sur la dette extérieure et les crimes de la dictature.

L'exemple de l'Argentine en 2001 montre que dans une situation de crise intense du système, il est possible de virer un gouvernement et de créer une crise institutionnelle. Malgré cela, le nouveau gouvernement argentin, soutenu par le FMI et les grandes puissances occidentales, a réussi à contenir la révolte puis à la dévoyer.

La principale limite du mouvement de 2001-2002 fut la faible implication du mouvement ouvrier dans la lutte, à l'exception des entreprises autogérées mais très minoritaires. Les salariés de

l'industrie et des services étaient paralysés par la crainte de perdre leur emploi dans un contexte de chômage massif, et de défaites accumulées des années précédentes.

L'idée qu'il était possible de « changer le monde sans prendre le pouvoir » a eu un impact extrêmement négatif sur le mouvement. En l'absence d'un contre-pouvoir organisé, d'une centralisation et d'une coordination des secteurs en lutte et des assemblées populaires, la bourgeoisie argentine, déstabilisée, a réussi à reprendre la main.

Renverser un président impopulaire est un objectif mobilisateur mais cela ne suffit pas. Pour défendre leurs intérêts jusqu'au bout, les travailleurs doivent coordonner, quand ils existent, les organes de double-pouvoir, les « assemblées populaires ».

C'est en prenant le pouvoir et en renversant celui des patrons et de leurs institutions que l'on pourra en finir avec leurs politiques, et s'attaquer aux racines de la crise du capitalisme, en socialisant les établissements financiers sous le contrôle de la population et des salariés, en interdisant les licenciements et en ouvrant les comptes des entreprises.

Romain (94)

Les LUTTES qui ne s'ARRÊTENT pas : Le « Mai rampant » ITALIEN

En 1967-68, une série de luttes locales éclate dans des centaines d'entreprises des grandes zones industrielles du nord de l'Italie avec des mêmes revendications : contre le salaire au rendement, les cadences et les classifications imposées. Elles prennent les mêmes formes : grèves « tournantes » atelier par atelier ou équipe par équipe pendant une durée précise et réduction volontaire de la production. Ces luttes reflètent un refus de toutes les relations industrielles existantes.

67-69 : les prémices

Cette série de grèves similaires mais isolées devient à l'évidence un mouvement général lorsqu'au début de l'année 1969, le centre de la combativité ouvrière est transféré à l'usine Fiat de Turin, énorme prison industrielle pour 50 000 ouvriers. Une poussée de grèves tournantes spontanées, initiées par des jeunes ouvriers non qualifiés sans tradition syndicale, redonne confiance aux travailleurs.

À la rentrée 1969, les salariés d'autres secteurs et d'autres villes adoptent les mêmes formes de luttes, que ce soit dans les centres industriels de Milan, de Gênes, de la Vénétie et du sud du pays. Dans les usines, des cortèges internes vont débrayer les autres ateliers.

Les formes de lutte utilisées, émanant directement des lieux de travail, favorisent l'auto-organisation. Les décisions sont prises dans des assemblées (les comités

unitaires de base – CUB) et dans des AG d'atelier qui élisent des délégués. Ces cadres permettent aux ouvriers d'organiser des manifestations et actions interprofessionnelles de ville, comme des opérations d'« auto-réduction » des prix des transports et des refus collectifs de payer les loyers. La classe ouvrière dispute alors la direction de la société...

Il n'y aura jamais d'arrêt général du travail, mais le patronat est contraint de céder. Les nouvelles conventions collectives reconnaissent des augmentations salariales importantes.

Répression et politisation des luttes

Le plus grand acquis de la lutte est l'expérience d'une autre organisation de la vie quotidienne. Pour la bourgeoisie, c'est un danger. Commence une période de répression brutale. C'est la « stratégie de la tension ». L'État autorise les groupes d'extrême-droite à lancer des attaques meurtrières pour ensuite accuser le mouvement ouvrier. Au début des années 70, des attentats à la bombe causent la mort de dizaines de personnes. La police arrête – et assassine parfois – des militants d'extrême-gauche connus.

L'affrontement a pour effet une nette politisation des luttes. L'esprit combatif de l'automne chaud de 1969 ne disparaît pas, mais se transforme en luttes spontanées et violentes, jusqu'en dehors des lieux de travail. Un mouvement massif contre le chômage éclate en 1971

à Naples et dans les villes du sud, alors que Milan connaît une vague d'occupation des logements vides. Les grèves continuent, comme chez les travailleurs de la chimie en 1970 et 1972. De 8 000 conseils de délégués d'usine en 1972, on passe à 32 000 en 1975.

Un régime en crise

La répression (les morts deviennent la norme lors des manifestations) n'est pas capable d'arrêter la

mobilisation. L'offensive idéologique non plus. En 1974, le gouvernement propose un référendum pour abroger la loi autorisant le divorce. Dans cette ambiance de crise du régime politique, la population rejette la proposition, maintenant l'acquis du mouvement féministe et renforçant ce dernier.

Certes, les luttes ne sont pas d'une même intensité en permanence, mais elles continuent jusqu'à imposer l'échelle mobile des salaires sur l'inflation en 1975.

Pour en finir avec le mouvement, la bourgeoisie a un nouvel allié, le Parti Communiste Italien. Le PCI appuie la « lutte anti-terroriste » pour canaliser le mouvement vers des perspectives institutionnelles et désarmer la classe ouvrière. Il vote même les pires lois d'exception qui permettent à l'État de pourchasser les militants à la fin des années 70. La gauche anticapitaliste, paralysée par le fait d'avoir boycotté les conseils de délégués, est incapable de proposer une sortie révolutionnaire de cette guerre de mouvement.

Une révolution manquée

Le « Mai rampant » italien semble être le contre-exemple de Mai 68 en France. L'Italie n'a pas connu la même grève générale de 10 millions de travailleurs, mais un mouvement prolongé sur une période de sept ans. Pourtant, les mêmes phénomènes existent dans les deux pays : crise politique du régime, mécontentement accumulé chez les travailleurs, éruption sur scène de la jeunesse étudiante, décomposition et recomposition des organisations ouvrières.

Le degré de conflictualité de classe est supérieur en Italie, tant en termes de violence que de niveau d'auto-organisation des travailleurs. Ces sept ans en Italie démontrent que la révolution n'est pas un moment isolé mais toute une période, celle que Rosa Luxembourg appelait « grève de masse ».

Mais le « Mai rampant » montre aussi l'importance d'une direction politique révolutionnaire capable de donner le signal d'un mouvement d'ensemble, simultané, pour pousser le rapport de force jusqu'au bout, jusqu'au renversement du système.



Manifestation des ouvriers de l'usine FIAT - Automne 1969

Un syndicat, c'est quoi ?

À quoi ça sert ? Qu'est-ce qu'on y fait ?

En période de mobilisation, tous les étudiants, quelles que soient leurs idées politiques, se regroupent en assemblées générales et en coordinations locales et nationales. Il n'y a pas une AG pour chaque courant ou sensibilité politique. Mais après les mouvements, chacun retourne dans son coin. Le syndicat, c'est justement la structure permanente qui devrait permettre d'unir tout le monde tout au long de l'année.

Unifier notre camp

Le syndicat est une coalition d'individus et de structures locales pour la défense d'une communauté d'intérêts. Il permet de défendre ses droits au quotidien en dehors de toute mobilisation. Même si nous sommes pour la transformation révolutionnaire de la société, nous ne sommes pas opposés à des améliorations immédiates du sort des jeunes et des travailleurs !

Le fait de gagner des améliorations immédiates permet de limiter la détérioration de la situation et d'améliorer notre capacité à résister, en partant de questions basiques : problèmes d'inscription de bourse, de logement... La majorité des étudiants ne se met à lutter que quand il n'y a plus le choix, quand un intérêt immédiat est menacé.

Le syndicat permet de faire la démonstration concrète que l'organisation collective est utile. C'est un élément fondamental, car

notre projet est de renverser le capitalisme par l'action consciente de la majorité de la population. Il est nécessaire de réussir à unifier l'ensemble de notre camp social face à la classe dirigeante, même en dehors des périodes de mobilisation. Regrouper les différents courants d'opinion présents dans notre milieu, les différentes organisations politiques, cela donne confiance aux jeunes à qui nous nous adressons pour lutter.

Défendre notre orientation

Les syndicats sont réformistes par nature : leur vocation est d'améliorer la situation dans le cadre de ce système. Mais il n'y a aucune raison de laisser le privilège d'organiser largement notre camp social aux seuls réformistes. Nous devons en être tout autant capables. Il n'y a donc pas de contradiction dans le fait d'être révolutionnaire et de militer dans des syndicats réformistes, au contraire !

Les étudiants membres du NPA n'interviennent pas tous dans le même syndicat. Certains sont à l'UNEF, d'autres à SUD, d'autres à la FSE. Mais quelle que soit la structure, nous y combattons toute forme de bureaucratie en privilégiant l'intervention militante sur le terrain et en défendant une orientation combative, pour la transformation de la société, en opposition aux contre-réformes de l'enseignement supérieur, en lien avec les luttes du monde du travail et pour le progrès social.

Nous cherchons en permanence à entraîner des étudiants dans l'action, à construire des mobilisations majoritaires chez les étudiants. Pour cela, nous partons des questions les plus immédiates pour expliquer la logique d'ensemble. Nous cherchons en permanence l'unité la plus large. Nous défendons et construisons l'auto-organisation dans les mobilisations. Pour des raisons tant démocratiques que d'efficacité, les premiers concernés doivent décider et agir. Nous poussons à la tenue d'assemblées générales qui se structurent localement et nationalement en coordinations.

Garder notre indépendance politique

Aujourd'hui, aucune direction syndicale nationale ne défend une orientation conséquente pour entraîner l'ensemble de la jeunesse aux côtés des salariés et construire la grève générale. Cela s'est encore vu dans le mouvement sur les retraites. Tout en cherchant toujours l'unité la plus large possible, nous ne devons jamais nous lier les mains à celles des directions.

Quand c'est nécessaire, nous assumons de prendre des initiatives sans ces directions, voire en nous confrontant à elles. Nous ne refusons aucune bataille pour faire gagner notre camp social !

Dimitri (Comité Jeunes 92 Nord)

Le « SAV » des mobilisations ou comment DÉFENDRE SES DROITS APRÈS LA GRÈVE

Durant la grève contre la réforme des retraites, des milliers de jeunes sont descendus dans la rue. Ils ont manifesté, bloqué leur lycée et leur fac... Et ils ont raté des cours.

Aucune sanction contre les grévistes !

Il faut veiller à ce que personne ne pâtisse de son engagement dans la lutte. Malheureusement, le droit de grève des jeunes n'est pas reconnu. De nombreux étudiants et lycéens sont non seulement poursuivis en justice mais aussi réprimés dans les lycées et les facs. Beaucoup de proviseurs et d'administrations en profitent pour faire peur et dégager des gens. À l'université, on peut être défaillant pour trois absences. Certains ne

peuvent plus aller en cours et risquent de perdre leur bourse. D'autres vont passer en commission absentéisme voire en conseil de discipline. On ne peut pas laisser passer ça. Cela voudrait dire nous avons eu tort de nous mobiliser.

Il faut s'organiser avec les militants du mouvement pour aller voir les administrations d'universités et exiger qu'aucune sanction ne soit prise : non comptabilisation des absences, mise à disposition des photocopies de cours et garantie écrite pour les boursiers qu'aucune sanction d'ordre financière ne sera prise. La manière d'obtenir cela est bien entendu de rejoindre les structures collectives que sont les syndicats étudiants. Mais il faut aussi mener ces combats de manière unitaire avec toutes les personnes qui le veulent, syndiquées ou non, comme nous l'avons fait pendant la grève. En l'absence de satisfaction, il faudra augmenter

la pression en organisant des débrayages et des rassemblements, et plus s'il le faut.

Dans les lycées, il faut se réunir pour revendiquer que le motif de grève soit considéré comme valable et qu'aucune absence pour grève ne soit prise en compte, ni pour le passage en classe supérieure, ni pour le conseil de classe et encore moins pour virer des élèves ! Le mieux est de s'organiser en comité d'action lycéen pour que tout le monde puisse continuer à s'informer et à se défendre. Pour que le proviseur nous prenne au sérieux, utilisons les moyens à notre disposition : tracts, affiches, pétitions, débarquer tous ensemble dans son bureau...

Ces batailles peuvent paraître dérisoires à côté du mouvement que nous venons de connaître. Pourtant elles sont essentielles, voire salutaires. Si on ne lutte pas contre toutes les formes de

répression, les gens n'oseront plus se mobiliser pour défendre leurs droits. La pression mise par les autorités scolaires et policières sera trop forte. La logique qui se cache derrière est exactement la même que celle de la casse de l'Éducation et de nos acquis sociaux : faire de nous des mulets qui triment sans rien dire et pour pas grand chose.

Montrons qu'on ne se taira pas et qu'on va continuer à se battre pour un meilleur avenir. Continuons le combat contre le gouvernement Sarkozy, les administrations de facs et de lycées qui veulent nous faire payer notre mobilisation !

Keyna Benbarka (Comité Jeunes 92 Nord)

ÉTUDIANTS INFIRMIERS, On ne va pas se laisser faire !

La coordination nationale des étudiants infirmiers du 27 novembre 2010 est une première.

Conditions dégradées

La formation infirmière est depuis un an reconnue comme un grade licence, ce qui signifie une revalorisation du statut des infirmiers diplômés avec une augmentation salariale. Mais cela ne correspond pas au niveau licence permettant une poursuite d'études vers un master. La réforme de la formation ne prévoit qu'une reconnaissance de certains masters d'infirmières spécialisées, ou conduisant à l'enseignement en Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI). L'universitarisation est appliquée par la mise en convention des IFSI avec les universités, et au passage le nombre d'heures de formation est diminué avec une forte augmentation du



travail personnel. Des cours à l'université sont instaurés sans accompagnement pédagogique adéquat, avec la mise en place de cours en ligne ou sur DVD à réviser individuellement ! Les restructurations hospitalières qui s'opèrent dans le même temps entraînent une diminution du nombre de places de stage disponibles. Certaines infirmières doivent parfois encadrer plus de quatre étudiants infirmier sur un même service, voire plus !

Retraites menacées

Les infirmiers ont jusqu'à début 2011 pour choisir entre le maintien de leur statut en catégorie B avec la possibilité de partir en retraites à 55 ans dans la fonction publique, ou le passage en catégorie A avec une augmentation salariale mais un âge légal de départ repoussé à 60 ans. La réforme Woerth épargne (provisoirement) les infirmiers. En revanche, les nouveaux diplômés de 2012 ne pourront partir en retraite qu'à 62 ans et le passage en catégorie A sera automatique. Au final, c'est un report de sept ans de l'âge légal de départ pour certaines infirmières.

L'appel à la coordination d'étudiants infirmiers est soutenu par l'UNEF et SUD-Santé Sociaux. Cette échéance, certes modeste, peut être un point d'appui pour impulser une mobilisation dans les mois à venir. La dégradation des conditions d'étude et le report de l'âge légal de départ en retraite sont deux sujets distincts, mais deux très bonnes raisons de se mobiliser !

Romain (94)

SUPPRESSIONS DE POSTES AUX CONCOURS DE L'ENSEIGNEMENT

À l'heure où nous écrivons ces lignes, les étudiants qui souhaitent devenir professeur de lycée sont en train de plancher sur les épreuves du CAPES. L'occasion pour nous de revenir sur la baisse du nombre de places au concours de l'enseignement... Encore que, la situation est telle qu'on ne pourra bientôt même plus en supprimer !

Cette année encore, le nombre de places passe de 15 125 à 11 600. C'est la cinquième année de baisse consécutive. En 2007 le nombre de postes était pratiquement double (22 000). La suppression est, en 2011, particulièrement importante pour le primaire (3 000 postes cette année contre 6 577 l'an passé). Les enseignants considérés en surnombre par le ministère sont ceux qui effectuent des tâches de remplacement ou bien ceux qui s'occupent des élèves en difficulté. Une dégradation de plus pour la qualité du service public !

La logique qui sous-tend ces suppressions de postes est économique, mais pas seulement. Le but du gouvernement est de précariser les personnels de l'Éducation nationale. La réforme de la masterisation dont on a beaucoup parlé dans les colonnes de l'ÉA va créer une majorité de diplômés de master d'enseignement qui auront le master mais pas le concours. Comme le besoin de professeurs ne diminue pas, contrairement au nombre de postes au concours, c'est le nombre d'enseignants diplômés mais précaires qui va augmenter. Ils seront embauchés par les chefs d'établissement au lieu d'avoir le statut de fonctionnaire. Les conditions de travail vont en être également dégradées par l'augmentation du nombre d'élèves par classe. Aujourd'hui, même l'enseignement privé s'inquiète des conséquences des suppressions de postes ! Ces choix illustrent les conséquences de la crise : une dégradation des secteurs dont les capitalistes ne peuvent pas tirer de profit immédiat.

Benco (Comité Jeunes Le Mans)

INTERVIEW DE JULIE, STAGIAIRE DANS L'ACADÉMIE DE CRÉTEIL, MEMBRE DU COLLECTIF « STAGIAIRE IMPOSSIBLE »

L'ÉA : Le collectif « Stagiaire impossible » tente d'organiser une mobilisation des stagiaires. Concrètement, que change la réforme de la formation et quelles en sont les conséquences pour les stagiaires ?

Julie : Avec la réforme de la formation, nous devons assurer un temps complet devant élèves, 18 heures pour les certifiés et 15 heures pour les agrégés. Auparavant, les stagiaires ne faisaient que six ou huit heures devant les élèves, le reste du service étant consacré à la formation. Désormais, le temps de la formation s'ajoute à tout le temps consacré aux préparations de cours. Les conséquences, je les vois concrètement : je ressens une énorme frustration parce qu'on ne peut plus prendre de recul sur nos cours. Il y a des cours que j'aimerais améliorer, mais je n'ai pas le temps. Je ne peux faire aucune innovation. Et surtout, il y a l'épuisement physique et moral. Du coup, j'ai des réactions négatives devant les élèves : je crie alors que c'est idiot. On se contrôle moins. Et tous ces problèmes se rajoutent aux problèmes généraux qu'on rencontre dans l'Éducation, particulièrement dans un établissement de banlieue populaire.

L'ÉA : Comme est né le mouvement et quelles sont les revendications ?

Julie : Dans l'académie de Créteil, on a encore la chance d'avoir une journée de formation par semaine, ce qui fait qu'on peut se voir entre stagiaires. Au début, on voulait surtout faire remonter au rectorat le fait qu'il y avait beaucoup de démissions et d'arrêts maladies. On voulait juste comptabiliser les problèmes et informer le rectorat qui faisait comme si de rien n'était. Mais on a vite vu que ce n'était pas suffisant. On a donc mis en place une AG, le 1er octobre sur Torcy. Il y avait environ 80 personnes, alors qu'au début, on n'avait aucune idée de qui viendrait (c'était la fin de semaine, les gens étaient fatigués). Je pense que c'était déjà pas mal. On a alors eu l'idée de créer une liste mail. Mais on a vu qu'il fallait aller plus loin et on a créé le collectif « Stagiaire impossible ».

La plate-forme de revendications votée à cette AG s'articulait autour de quelques points simples : réduction du temps devant élèves ; un tuteur pour tous les stagiaires ; des conditions plus claires de titularisation ; l'application du BO du mois de juillet sur les conditions de service (pas de stagiaire sur deux établissements, pas de classes difficiles, pas d'heures sup', pas de stagiaires profs principaux) même si cette circulaire pose problème puisqu'elle précise « sauf si nécessité ».



L'ÉA : Comment se déroule actuellement la mobilisation ?

Julie : On cherche à informer un maximum de collègues stagiaires. On fait des diffusions sur les centres de formations. Sur chaque lieu de formation, on a fait des AG pour voter les revendications. Notre but, c'est aussi de nous élargir aux stagiaires d'autres académies, notamment au début l'Île-de-France. Le 20 octobre, on a fait une AG avec des stagiaires des académies de Paris, Versailles, Créteil et même quelqu'un qui est venu d'Amiens. Des collègues du primaire sont aussi venus. On a voté sur les revendications suivantes : pas plus d'un tiers du temps de service devant élèves (1) ; abrogation de la masterisation ; conditions claires de titularisation ; un suivi pédagogique pour les stagiaires (certains collègues n'ont toujours pas de tuteur !).

Ensuite, on a organisé un rassemblement devant le rectorat de Créteil, le 17 novembre. On a fini par obtenir un entretien avec la DRH et la doyenne des inspecteurs d'académie (le recteur n'a pas daigné venir). Cet entretien n'a pas donné grand chose, on a surtout vu le déni du rectorat pour les stagiaires. Ils prétendent qu'il y a des stagiaires qui les appellent pour dire qu'ils sont heureux ! En revanche, ça nous a permis d'être visibles, les médias sont venus. Et alors qu'on est en période de conseil de classe et donc de corrections de copies, il y avait tout de même 150 à 200 personnes.

On cherche à s'élargir à toutes les académies. Pour l'heure, des collectifs breton, grenoblois et orléanais se sont montés.

L'ÉA : Comment fonctionne le collectif ?

Julie : On fonctionne sur la base du volontariat. Il n'y a pas de leader, même si évidemment certains ont plus d'aura ou d'expérience militante. On se répartit les tâches (un responsable médias, un responsable des relations avec les syndicats, un responsable des relations avec les fédérations de parents d'élèves...). Après, chacun prend des initiatives. On veut travailler avec les syndicats, pas contre eux. On a besoin de leur appui. En octobre, nous avons été invités à une intersyndicale, nous sommes venus. Nous avons nos revendications propres qui ne sont pas forcément celles de tous les syndicats. Mais notre but est de marcher main dans la main avec eux, dans le cadre d'une intersyndicale.

L'ÉA : Comment vois-tu la suite du mouvement ?

Julie : On essaie de réunir une coordination nationale début décembre. Il faut tout faire pour que ça soit une réussite parce que ce sera déterminant pour la suite.

Ce qui me donne espoir, c'est que notre mouvement a déjà porté quelques fruits : le syndicat des Inspecteurs a écrit un communiqué pour soutenir le mouvement et s'opposer à la réforme. Dans les CA, on fait voter des motions de défense des stagiaires qui seront remontées au rectorat.

Au niveau des actions, on a organisé des diffusions de tracts pour les gens qui passaient les écrits du CAPES. On espère que les étudiants, notamment ceux qui passent les concours, vont se joindre à notre cause. Le 1er décembre, il y a un rassemblement devant le ministère, à l'appel du SNES, pour la satisfaction de nos revendications.

Propos recueillis par Aurélien (93)

(1) Sur un temps de service de 18 heures que doivent les profs, seules 6 sont assurées devant les élèves, le reste devant être consacré à la formation

RÉPRESSION : Les casseurs sont à L'Élysée !

À chaque mouvement social, on nous parle de violences, de casseurs. Dans le discours du gouvernement, largement relayé dans les médias, la violence est toujours du côté des révoltés. Pourtant le constat est celui d'une impunité des forces de l'ordre.

Jeunes réprimés

Lycéens touchés par des tirs de flash-balls ou de grenades lacrymogènes, provocations policières devant les lycées menant à des situations d'affrontements violents... Cette logique a été mise en application devant les lycées, notamment dans les villes populaires (Nanterre, Seine Saint-Denis...) où les témoignages montrent la stratégie de tension.

Le 21 octobre à Lyon, le centre-ville a été occupé militairement, avec présence du GIPN, armé de fusils à pompe et encadré de véhicules blindés, le tout survolé par des hélicoptères de la police. Des manifestants ont été retenus pendant près de six heures à la place Bellecour. Des témoignages rapportent la pratique de multiples contrôles au faciès, les individus « non-blancs » étant systématiquement contrôlés et fouillés.

Policiers acquittés

Comme à chaque mouvement, le pouvoir s'empresse de multiplier les condamnations, allant jusqu'à huit mois de prison ferme. Des procès vont se dérouler tout au long du mois de décembre, mettant en cause pour la plupart des jeunes accusés de violences en direction de la police.

Une telle répression est-elle la réponse logique aux violences des jeunes ?

En plein mouvement, on apprenait le renvoi devant la justice de deux policiers pour « non-assistance à personne en danger ». Leur responsabilité est mise en cause dans la mort de Zied et Bouna, à Clichy-Sous-Bois, en octobre 2005, qui a été suivie de plusieurs semaines d'émeutes. Deux jours après, le procureur (dont le supérieur hiérarchique est le ministre de la Justice) annonçait sa volonté de faire appel du renvoi des deux policiers.

À travers cette affaire, le gouvernement tente de masquer sa responsabilité dans le déclenchement des émeutes de 2005, et notamment celle de Sarkozy, à l'époque ministre de l'Intérieur. On se souvient alors de ses propos : « Kärcher », « racailles »... Il avait également expliqué que la police n'avait rien à



se reprocher, et que les émeutes étaient manipulées par des dealers et des islamistes. Cinq ans après, force est de constater que les jeunes, et en particulier ceux des quartiers populaires, n'ont besoin de personne pour dénoncer Sarkozy et sa politique.

La répression est un outil au service du pouvoir. Elle vise à diviser le mouvement entre bons et mauvais manifestants, et à imposer par ce biais une imagerie des « casseurs ». Le gouvernement a utilisé le même type d'arguments vis-à-vis des travailleurs bloquant les raffineries, les assimilant à des saboteurs.

Pour nous, il ne s'agit pas de stigmatiser tel ou tel moyen d'action mais de discuter avec l'ensemble des personnes révoltées contre ce gouvernement et le système capitaliste de la manière la plus efficace de lutter et de gagner.

Hichem (Comité Jeunes Sorbonne)

Quelques vidéos :

http://www.youtube.com/watch?v=740FjH_S5lw&feature=player_embedded (taper « Lyon émeute Place Bellecour » dans YouTube)

<http://berthoalain.wordpress.com/2010/11/20/retraites-lycee-de-rombas-15-octobre-2010-les-vidéos>

<http://berthoalain.wordpress.com/?p=16015>

<http://berthoalain.wordpress.com/2010/11/20/retraites-lycee-de-cachan-octobre-2010-video>

<http://berthoalain.wordpress.com/2010/11/20/retraites-lycee-dargenteuil-18-octobre-2010-video>

Loi Besson A BAS LA POLITIQUE RACISTE !

Sous le gouvernement Sarkozy, les lois sur l'immigration pleuvent, et ne cessent d'opprimer les minorités. On n'avait pas vu une telle succession de lois racistes depuis la fin de la seconde guerre mondiale. La nouvelle loi Besson continue dans la même lignée.

Une politique particulièrement raciste

Les lois racistes se surajoutent aux précédentes. La commission Parlementaire examine depuis septembre la loi proposée par Eric Besson. Plusieurs amendements y ont été apportés, certains plus choquants que d'autres, mais malheureusement tous ont vocation à être appliqués.

Tandis que les parents des délinquants peuvent être menacés de deux ans d'emprisonnement, des nouvelles Brigades seront créées pour être envoyées dans les quartiers populaires afin de contrôler et « protéger » les habitants. Les notions de délinquants et d'immigrés

sont confondues afin de mieux stigmatiser les victimes. A cela, on peut ajouter le bannissement définitif pour les sans-papiers ne quittant pas le territoire au premier avertissement ; vient ensuite la déchéance de nationalité pour les étrangers responsables de la mort d'un représentant de l'Etat.

La loi prévoit également de créer de nouvelles zones d'attente temporaires, pouvant regrouper au minimum dix individus en attente d'expulsion. Ces zones ignorent toute justice, les juges et avocats n'y sont pas les bienvenus, les conditions de rétention y sont insalubres et humiliantes pour les retenus.

Le droit au mariage est remis en cause, le mariage de complaisance est puni de sept ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende pour les coupables.

Diviser pour mieux opprimer

Il ne faut pas se leurrer. Le but du gouvernement n'est plus seulement de diviser la population pour mieux régner : les élections de 2012 approchent à grands pas et il faut que la baisse de popularité du gouvernement Sarkozy soit inversée en attirant les électeurs d'extrême droite et en appliquant une partie du programme du Front National.

Il nous faut combattre les préjugés racistes, qui visent à nous diviser et ainsi mieux nous opprimer. Il faut combattre ensemble le véritable problème : la politique Sarkozyste, le système capitaliste. Seule la masse des travailleurs, immigrés inclus, des jeunes, des chômeurs pourra mener le combat efficacement et obtenir satisfaction !

Stroopsit (Comité Jeunes Rouen)

CADEAUX ALTERNATIFS



Lecteur, lectrice,

Tu sais que Noël est une fête réactionnaire, faite aujourd'hui pour pousser à la consommation et au bonheur obligatoire. Tu n'as pas envie de faire la trêve des confiseurs avec ton patron, ton proviseur, ton président d'université et le gouvernement.

Peut-être qu'en plus ta famille n'est pas de tradition chrétienne. Pour toi, les fêtes de fin d'année, c'est une preuve de plus que la laïcité française est à géométrie variable et sert surtout à développer racisme et islamophobie. Elle est bien utile pour stigmatiser les musulmans, mais elle est beaucoup moins importante quand il s'agit de filmer des ministres à la messe ou le président dégustant du foie gras.

Mais peut-être aussi que tu as une famille qui te met la pression pour que tu viennes manger la dinde avec ta grand-mère et tes cousins et des amis qui insistent pour que tu te bourres la gueule au mousseux à la Saint-Sylvestre...

Comme à toute chose malheur est bon, nous te proposons une série de cadeaux, à demander ou à faire, pour rendre ton entourage plus intelligent. Et si pour toi le 25 décembre est un jour comme un autre, ça ne t'empêche pas de trouver ici des idées de lectures et de films. Pas besoin de fêtes rétrogrades pour se cultiver et se distraire !

DVD



On bosse ici ! On vit ici !

Collectif des cinéastes pour les sans-papiers

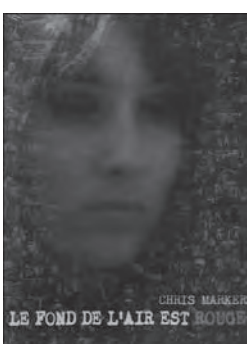
Plus de 300 cinéastes s'engagent pour la régularisation des sans-papiers.



Capitalism : A love story de Michael Moore

Jésus est-il pour le capitalisme ? Voilà bien une question qui ne nous taraude pas, mais qui entraîne pourtant Michael Moore dans un nouveau film. On y retrouve les ingrédients qui ont fait le succès des précédents : l'humour du réalisateur qui se met en scène, nord-Américain moyen, faussement naïf, volontairement grotesque mais sincèrement révolté.

Ce sont aussi les limites du réalisateur. Sa dénonciation du système n'empêche pas de grosses illusions, notamment sur ce que pourrait être une société moralisée sans rompre avec le cadre des institutions étasuniennes.



Le fond de l'air est rouge scènes de la Troisième Guerre mondiale (1967-1977), de Chris Marker

Réalisé en 1977 et retravaillé en 1988 ressort en DVD, dans un coffret contenant le film original de trois heures partant de la guerre du Vietnam pour aller à Mai 68 en passant par la mort de Guevara ; la partie 2 va du printemps de Prague au coup d'État de Pinochet au Chili, en passant par le programme commun de la gauche française. D'autres films sur les années 60, 70 et 80 sont ajoutés sur un second DVD.



Mammuth de Gustave Kervern et Benoît Delépine

Le dernier film des deux auteurs de Groland est un road movie pas si humoristique que ça. À la recherche de ses fiches de salaires pour toucher sa retraite, un ouvrier se rend compte de l'absurdité de sa vie de prolo.

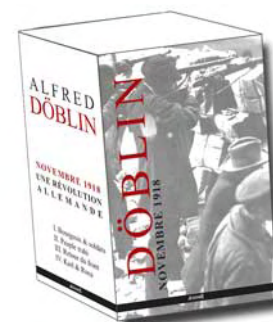
C'est son périple et la perspective d'une retraite qui lui permettra d'y trouver un sens.

LIVRES



Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours - Collectif

De la Seconde Guerre mondiale à la crise financière de 2008-2009, chacun croit plus ou moins connaître l'histoire de l'économie française. Mais derrière l'histoire officielle s'en cache une autre, secrète : elle met en scène les hommes qui ont réellement façonné le capitalisme français. C'est cette saga que racontent dans ce livre cinq journalistes d'investigation. Du recyclage des anciens cadres de Vichy dans la reconstruction jusqu'aux caisses noires des syndicats patronaux, en passant par le financement secret des partis politiques ou les graves dérives du paritarisme, on découvre le rôle central de personnages aussi puissants que discrets, qui ont influencé les choix économiques des présidents successifs de la Cinquième République. La légende de patrons conquérants, prenant tous les risques pour faire leur fortune à la force du poignet, sort sérieusement écornée de ce magistral livre-enquête.



Novembre 1918, d'Alfred Döblin

En coffret, les quatre tomes du roman d'Alfred Döblin sur l'écrasement de la Révolution allemande et l'assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg.



Roms de France, Roms en France - Collectif

Population méconnue, la plus nombreuse des minorités culturelles, présente en Europe depuis des siècles, les Roms comptent plus de dix millions de personnes. Ils ont subi partout l'exclusion et les persécutions : l'esclavage en Roumanie du XIVe au XXIe siècle, l'extermination dans les camps nazis... L'offensive de l'été dernier n'est qu'une attaque de plus qui s'inscrit dans cette perspective historique. Un livre pour combattre la politique du bouc émissaire.

BD

Les amants de Sylvia, l'assassinat de Trotsky

de Gani Jakupi

Une mise en scène des tentatives d'approches stalinienne pour assassiner Léon Trotsky au Mexique, jusqu'à l'issue fatale. L'album inclut une série de compléments iconographiques et historiques de l'époque (photos, coupures de presse, textes...)



Top Ten

DIX RAISONS DE se SATISFAIRE DU REMANIEMENT MINISTÉRIEL...



10 : Fillon, Chatel, Péresse, Hortefeux... Les principaux ministres restent en place. Du coup on va pas se prendre la tête à inventer de nouveaux slogans en manif !

9 : L'arrivée de Juppé, c'est un peu comme voir côte-à-côte des pubs pour Chantal Goya, Joe Dassin et Dorothée : ça rappelle les chansons qu'on chantait quand on était petit (« *Juppé, si tu savais, ta réforme où on s'la met !* »)

8 : L'arrivée de Juppé-le-repris-de-justice en même temps qu'éclate l'affaire des rétro-commissions, ça éclate toutes les casseroles de Woerth.

7 : Juste après son arrivée à la Défense, Juppé doit assister au sommet de l'OTAN... Lui qui avait critiqué la réintégration de la France dans son commandement militaire ! Ou comment le faire déjà vaciller dans ses bottes !

6 : Frédéric Lefebvre remplace Hervé Novelli (qui ?) aux PME... Le sniper de l'UMP déclarait à propos des sans-papiers que « *la dénonciation est un devoir républicain* ». Dira-t-il la même chose des patrons fraudeurs ?

5 : Le Ministère de l'Identité nationale et du Racisme disparaît. Certes, ça ne changera rien au nombre d'expulsions et c'est Hortefeux qui réintègre l'immigration au Ministère de l'Intérieur. Mais un ministère du racisme ça va. C'est quand il y en a plusieurs que ça pose des problèmes.

4 : Nadine Morano, nouvelle secrétaire d'État chargée de l'apprentissage et de la formation professionnelle, va voir plein de jeunes qui parlent verlan (voire qui portent leur casquette à l'envers !)

3 : Rama Yade, et Fadela Amara virées... Leur présence ne nous empêchait pas de le dire, mais maintenant on a plus que jamais à faire à un gouvernement raciste et sexiste !

2 : Borloo, Morin, Boutin, Bayrou, Villepin, Devedjian, Dupont-Aignan, Copé... Bientôt il y aura autant de candidats à droite que de tendances à Europe-écologie !

1 : Et si Royal réussit à faire revenir Kouchner au PS et que ce petit monde se rallie derrière Strauss-Kahn, ça fera une candidature de droite supplémentaire en 2012 !



CONTACTE NOUS ET PARTICIPE AUX

28^e RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES **DU 23 au 30 JUILLET 2011** **DANS LE SUD DE LA FRANCE**

Une semaine de DÉBATS ET DE FÊTES ENTRE JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES DU MONDE ENTIER

Par mail [CONTACT-JEUNES@NPA2009.ORG](mailto:contact-jeunes@npa2009.org) OU

enVOYEZ vos coordonnées à NPA Jeunes, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil